



« Travailleurs de tous les pays, unissons-nous ! »  
Karl Marx

PSA Peugeot-Citroën Trémery

Le 1<sup>er</sup> mai 2018

## Travailleurs, « Nous ne sommes rien, soyons tout ! » (L'Internationale)

Les manifestations qui se sont déroulées un peu partout dans le pays et dans le monde ont rappelé que le 1er mai n'est pas la « fête du travail » qu'a voulu en faire Pétain et encore moins celle de la patrie que le FN essaie de lui substituer.

Pour affirmer la communauté d'intérêts des prolétaires du monde entier, l'Internationale ouvrière a adopté le 1er mai comme jour de manifestation partout dans le monde. La classe ouvrière revendiquait alors en particulier la journée de huit heures, afin que « *l'ouvrier cesse d'être un simple instrument de travail et commence à devenir un homme* ».

C'était en 1889... il y a près de 130 ans. Mais même si Macron et ses semblables répètent que nous devons nous « adapter », dépasser les vieux schémas et entrer dans la « modernité », le 1er mai, journée de lutte des travailleurs, n'a rien perdu de son actualité. Car ni l'exploitation ni le capitalisme n'ont changé de nature.

Dans bien des pays, les travailleurs ont à se battre pour imposer des salaires et des conditions de travail plus dignes. Pour les ouvrières des usines textiles dangereuses du Bangladesh, les travailleurs surexploités des immenses usines-casernes en Chine, les ouvriers sous-payés de l'automobile au Maghreb ou en Asie, les slogans des premières manifestations du 1er mai restent d'actualité. Leurs conditions de vie et de travail ne sont guère éloignées de celles du prolétariat des États-Unis et d'Europe à la fin du XIXe siècle.

Dans les pays riches, les luttes des générations qui nous ont précédées ont permis d'arracher quelques limitations à l'exploitation... qui sont aujourd'hui remises en cause les unes après les autres !

Dans combien d'entreprises, le travail en CDD ou en intérim devient la norme ? Combien de travailleurs sont soumis au chantage sur le renouvellement de leur contrat pour leur faire accepter des entorses à la sécurité, des repos écourtés... ? Combien de travailleurs sont censés adapter leur vie personnelle aux samedis travaillés, aux heures supplémentaires annoncées le matin pour le jour même ? Combien perdent des jours de congés ?

On nous chante les charmes de la « reprise », on nous explique que les sacrifices finiront par être payants, à condition que nous en consentions de

nouveaux ! C'est un tissu de mensonges auxquels personne ne peut croire dans les quartiers populaires. On y sait bien, pour le vivre au quotidien, que ce que le gouvernement appelle « *baisse du chômage* » est en réalité une explosion de la précarité, où dominent les contrats d'une durée inférieure à un mois.

Les résultats de l'offensive menée par la bourgeoisie se mesurent en milliards, en fortunes qui grimpent au rythme des suppressions d'emplois, du blocage des salaires et de la dégradation des conditions de travail. C'est ainsi que les banques françaises ont encaissé 23,5 milliards de bénéfices en 2017 tout en prévoyant de supprimer 8 000 emplois dans les deux ans à venir. Ou que Ricoh, dont la filiale française a réalisé dix millions d'euros de bénéfices, annonce la suppression de 15 % de ses effectifs dans le pays.

Dans cette situation où le monde du travail encaisse les coups, les cheminots recherchent les échanges avec d'autres catégories, et leur grève suscite la sympathie. De nombreux travailleurs pensent que les cheminots ont raison de se défendre et ressentent, plus ou moins consciemment, que l'attaque de Macron est un coup de plus porté à l'ensemble du monde du travail, et qu'elle en annonce d'autres !

Le gouvernement martèle que les cheminots défendent leurs intérêts particuliers et qu'il n'y a aucun rapport entre eux et un salarié d'Air France ou de Carrefour ou une aide-soignante... Mais derrière la défense du statut censé faire des cheminots une catégorie à part, on retrouve des objectifs communs à tous les travailleurs : défendre son emploi, son salaire, ses conditions de travail, sa retraite. Les cheminots refusent, pour eux et pour les générations futures, de devenir flexibles, adaptables aux besoins et à la logique du profit qu'imposent les entreprises privées lorsque toute la SNCF sera ouverte à la concurrence. Leur combat concerne tous les travailleurs !

Dans ce capitalisme en crise, à bout de souffle, la bourgeoisie intensifie l'exploitation pour maintenir les profits que le marché ne lui garantit pas. Tant que nous la laisserons faire, elle nous tirera le plus loin possible en arrière. Il faut que le monde du travail riposte et redonne tout leur sens aux paroles de l'Internationale : « *producteurs, sauvons-nous nous-mêmes* » !

## Grave accident du travail au bâtiment 13

Le samedi 21 avril, un ouvrier qui faisait du toilage manuel sur un tour a eu plusieurs doigts arrachés et une fracture du bras. Sa main a été entraînée par la machine-outil qui n'était équipée ni de carter ni d'outil adapté à cette opération.

La pression de travailler dans l'urgence et le refus de la direction de dépenser suffisamment pour que les machines et les process soient sécurisés sont les seuls responsables de cet accident.

## Les dés sont pipés

Avec la fameuse grille de coefficients, on peut rester jusqu'à dix ans sans en changer.

Toujours en ligne, toujours sur le même poste... tout est fait pour que les objectifs soient irréalisables dans les faits et que nos salaires ne bougent pas.

Raison de plus pour revendiquer une augmentation générale des salaires de 400 euros pour tous.

## Chômage : une prétendue baisse

Selon les chiffres publiés fin avril, le nombre de chômeurs de catégorie A aurait baissé de 33 000. Officiellement, il n'y a donc plus que... 3 433 000 travailleurs à la recherche d'un emploi durable !

Le gouvernement ose parler de reprise, alors que le nombre de chômeurs de longue durée explose (6,5 % de hausse) et que les embauches sont presque toutes en contrats courts ou à temps partiel. La précarité à vie pour les travailleurs, voilà ce que patronat et gouvernement appellent une baisse du chômage.

## Les deux côtés d'une même pièce

« *Macron n'est pas le candidat des riches, il est celui des très riches* », a déclaré Hollande. En voilà une découverte ! Car qui est allé le chercher à la banque Rothschild en 2012 pour en faire son conseiller à l'Élysée, avant de le promouvoir deux ans plus tard ministre de l'Économie, sinon Hollande ?

Ils étaient sur la même longueur d'ondes pour s'attaquer au Code du travail à travers les lois Macron et El Khomri. Et aujourd'hui, si des rivalités d'ambition les opposent, tous deux ont montré qu'ils étaient des serveurs zélés du grand patronat.

## Intérimaire ? Maladie interdite

Systématiquement, la direction ne renouvelle pas le contrat des travailleurs intérimaires de retour de maladie. C'est un scandale, tout le monde a le droit d'être malade.

Y'a qu'une maladie qu'on devrait interdire, c'est celle du rendement à tout prix.

## La solidarité est un délit ?

Dans les Alpes, au col de l'Échelle, trois personnes qui viennent en aide aux migrants perdus dans la montagne ont été arrêtées. Elles risquent jusqu'à 750 000 euros d'amende et dix ans de prison.

Le même jour, la justice a renoncé à poursuivre des gros bras d'extrême droite qui avaient bloqué la même frontière avec des slogans racistes, en étalant leur haine de l'étranger sous l'œil passif de la police.

Pour nos gouvernants, faire preuve d'humanité envers des personnes en détresse reste un délit.

## Pénicaud s'en prend aux chômeurs

La ministre du Travail veut durcir les sanctions contre les chômeurs. À dater du 1er juin 2019, en commençant par certaines régions, ils devront présenter à Pôle emploi un journal de bord détaillant leurs recherches.

Ce sera un nouveau prétexte pour suspendre, puis supprimer les allocations-chômage, alors que déjà plus d'un chômeur sur deux n'en touche plus aucune.

## Vive la fête !

La fête de Lutte ouvrière se tiendra cette année encore à Presles, dans le Val-d'Oise les 19-20-21 mai. Le vaste parc boisé abritera des dizaines de stands de toute nature, des jeux, des débats, des expositions, etc. Ceci dans une ambiance fraternelle qui prouve, s'il en était besoin, que l'idéal communiste qui a porté des générations de travailleurs est toujours vivant.

L'entrée de la fête coûte 15 euros pour les cartes vendues à l'avance, 20 euros sur place.

Pour plus de précisions, vous pouvez consulter le site : <https://fete.lutte-ouvriere.org>. Des voyages sont organisés au départ de la Lorraine. Tel : 06 08 42 51 60

## Réunion publique de Lutte ouvrière : Mai-Juin 68, une explosion sociale

50 ans après, l'actualité de Mai 1968 pour les travailleurs et la jeunesse, ce sera le sujet de la réunion publique organisée le Samedi 5 mai à 16h au FJT Espace Pilâtre de Rozier, 2 rue Georges Ducrocq à Metz Queuleu.

1968 fut la plus grande grève que la France ait connue, avec ses usines occupées, ses manifestations ébranlant le pouvoir de De Gaulle, un pays paralysé car la classe ouvrière avait cessé le travail...